

Si vous avez le pouvoir de frapper des gens sur la tête quand vous le voulez, vous n'avez pas trop à vous inquiéter de comprendre ce qu'ils comprennent eux-mêmes de ce qui est en train de se produire et, par conséquent, en règle générale, vous ne le faites pas. Un moyen infaillible de simplifier les arrangements sociaux, d'ignorer le jeu incroyablement complexe des perspectives, des passions, des intuitions, des désirs et de la compréhension mutuelle dont est faite la vie humaine, est d'établir une règle et de menacer de s'attaquer à quiconque y contrevient. C'est pourquoi la violence a toujours été le recours préféré des personnes stupides : c'est la forme de stupidité à laquelle il est presque impossible de fournir une réponse intelligente. C'est aussi bien sûr le fondement des Etats.
(David Graeber)

SOUFFRANCE AU TRAVAIL, SUICIDES : La guerre tue ; alors crions !

- Plus de 400 suicides annuels pour 600.000 exploitants et co-exploitants agricoles,
- Plus de 50 suicides annuels pour 145.000 cheminots en 2017 (en constante augmentation depuis 2007)
- Sans doute autour de 400 suicides annuels pour 1.160.000 agents de la fonction publique hospitalière (par application du taux de suicides de la période 1997-2002 des professions de santé & action sociale)
- 39 suicides pour 100.000 enseignants en 2002 (depuis, le Ministère ne communique plus de chiffres car il sait bien que la situation à l'Education nationale n'a pu qu'empirer),
- France Télécom qui avait défrayé la chronique en 2008-2009, mais rien n'a changé sous Orange : 21 suicides en 2014 !
- Beaucoup de suicides aussi chez les 15-24 ans (classe d'âge accueillant la majorité des étudiants),

Voilà un des effets bien réels du *management* moderne mis en place depuis 20 ans pour maintenir la domination et l'exploitation, dans un système capitaliste qui ne sait mesurer les actions humaines, les équilibres écologiques, et au final la vie, qu'à l'accroissement de valeur pour le capital.



La justice sociale selon Macron et son monde

Pensant qu'il suffirait d'opposer les populations entre elles, un Président sans vergogne a claironné au Salon de l'agriculture : «*Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de retraite, et de l'autre avoir un statut cheminot et ne pas le changer*».

Autrement dit, ce n'est pas le fait que 30% des agriculteurs en 2017 (contre 18% en 2014) gagnent moins que 354€ mensuels, ni que cette profession soit celle avec le plus fort taux de suicide, qui émeut notre petit "Pétain 2.0". C'est le fait que d'autres professions ne soient pas encore au même degré de paupérisation et de morbidité ! Car enfin, en quoi l'attaque sur le statut cheminot résout le moindre des problèmes de la paysannerie française ?

Et bien sûr, notre petit "Pétain 2.0" a l'indignation sélective, car il n'a pas comparé la situation des paysans avec les émoluments, avantages et conditions de retraite des élus, ni avec les fortunes des grands patrons, deux catégories dont il préserve et étend les privilèges (et là ce sont bien des privilèges !).

La justice « tout court » selon Macron et son monde

La Justice aussi est dans le collimateur de notre "Erdogan" local (qui veut au passage remettre l'Eglise avec l'Etat ; le sabre et le goupillon !). Maintien d'un sous-équipement persistant (1 tribunal pour 100.000 habitants contre 1,4 en Allemagne, 10,7 juges pour 100.000 habitants contre 24,7 en Allemagne et une moyenne européenne de 20,9, et encore 33,2 personnels non magistrat pour 100.000 habitants contre 66,9 en Allemagne et une moyenne européenne de 65,8). Suprématie du Ministère de l'Intérieur. Gestion quantitative avec un traitement numérique pour les litiges inférieurs à 4.000€. Procédures enfermées dans des forfaits, invitant à ne rien analyser des situations de conflit soumises. Juge unique généralisé, interdisant un aspect primordial de l'acte de juger : la délibération collective. Etc. Bref, pour un pays qui revendique l'état de droit, un service public de la justice lui aussi sévèrement attaqué.

Pour ce qui est du travail, des juridictions prud'homales laissés dans un quasi abandon, avec une « loi travail XXL », qui a détruit tout ce qui protégeait un peu la partie notoirement la plus faible : le salarié.

La souffrance au travail comme ressource pour asseoir la domination

Au cœur de toutes ces « réformes », on retrouve les analyses de Christophe Dejourns, titulaire de la chaire « Psychanalyse et santé au travail » et directeur du Laboratoire de psychologie du travail et de l'action (LPTA) au Conservatoire National des Arts et Métiers, et l'initiateur de la psychodynamique du travail, qui place au centre la souffrance au travail, et étudie comment elle peut se transformer, soit en plaisir et en construction de soi, soit au contraire s'aggraver en pathologies diverses.

(Lire notamment de Christophe Dejourns : *Souffrance en France ou la banalisation de l'injustice sociale*, dernière édition 2008).

Or au terme d'une démarche scientifique élaborée sur 40 ans d'observations cliniques, il a mis en évidence que la destruction du travail (et des personnes au travail) par le *management* moderne, repose sur quatre grandes évolutions qui concourent à l'isolement du travailleur :



1. L'évaluation quantitative et individualisée des performances. Les Entretiens Individuels d'Appréciation (EIA), appelés aussi Rendez-vous Professionnels Annuels (RPA) pour certains, et la prime qui leur est associée, sont des puissants facteurs de désagrégation des équipes et de l'intelligence collective.
2. La standardisation, en enfermant les gestes et les organisations dans des normes indépendamment du réel qui résiste aux opérateurs, et indépendamment de la manière personnelle avec laquelle chacun surmonte cette résistance du réel, conduit là aussi à une négation de l'intelligence collective en tant qu'élaboration des intelligences individuelles, *via* des espaces de délibérations entre pairs et avec l'autorité. Est évoqué ici la personne qui « fait autorité » professionnellement, et non pas celle qui représente l'autorité ; l'un des drames des organisations actuelles est qu'on place chef des personnes qui revendiquent ne pas avoir de connaissances techniques, n'être que des « gestionnaires », et ne peuvent donc faire autorité sur leurs équipes.
3. La qualité totale, qui reste soumise aux exigences de rentabilité économique et financière non négociable, conduit en réalité à un mensonge généralisé sur l'état du réel et la manière dont il est surmonté (ou pas). L'exemple parfait, c'est AZF, l'usine toulousaine de Total qui avait toutes les certifications, avec 31 morts à la clé dans l'explosion !
4. La précarisation, tant par les statuts juridiques (suppression des personnels à statut, fragilisation des CDI, multiplication des CDD et intérim, incitation à l'auto-entrepreneuriat, etc.), que par la valse compulsive des réorganisations qui ont pour but d'épuiser les agents face aux changements permanents, ou que par les règles RH de mobilité des

cadres (3 à 4 ans dans un poste) qui induisent des organisations instables, sans passé et sans avenir !

Les 2^{ème} et 3^{ème} points trouvent en outre un vecteur très puissant avec le digital et les éléments « connectés ». Le problème, c'est connectés à quoi ? Car en supprimant l'intermédiation du corps, le digital construit une « réalité » **dé**connectée du réel.

Et gare à ceux qui refusent ces *diktats* de la technocratie néo-libérale. Le 11 mai 2017, Jérôme Laronze, éleveur de Saône & Loire qui voulait produire de la viande bio et la vendre localement pour échapper à la techno-structure agro-industrielle, a été carrément abattu de 3 balles dans le dos par les gendarmes qui le traquaient (depuis un premier contrôle de l'année précédente où les mêmes pandores avaient noyé plusieurs bêtes dans la rivière en effrayant le troupeau).

Qu'on se rappelle également la mort de Rémi Fraisse, ciblé par la grenade offensive d'un gendarme mobile, en octobre 2014 sur la ZAD contre le barrage de Sivens.

Le mensonge de la modernité efficace

Pour justifier toute cette souffrance et tous ces morts, au travail comme dans la résistance, Macron et son monde n'invoquent qu'une tautologie : la « modernité » par nature « efficace », car « l'efficacité » serait la substance de la « modernité ». Mais le réel résiste à ce mensonge.

Les rapports d'experts sur les accidents de Brétigny (2013) et d'Eckwersheim (2015), ou les pannes à répétition de Montparnasse (2017), ont montré comment la fragmentation du système ferroviaire lui a fait perdre la sécurité et la robustesse. Or c'est cette désintégration qui est aggravée aujourd'hui par Elisabeth Borne, qui achève ici (à la grenade offensive !) l'œuvre de destruction initiée en 1996-1997 lorsqu'elle co-rédigeait la loi créant RFF. L'utilisateur n'aura rien gagné. Mais les actionnaires de Vinci, Eiffage et Bouygues se portent très bien, merci pour eux.

De même les suicides des personnels hospitaliers, des aides soignants jusqu'aux médecins, sont à mettre en regard de l'augmentation de la mortalité des malades à l'hôpital, et de l'augmentation des protocoles de soin bâclés voire erronés. Par contre les actionnaires de Général Electric pour le matériel médical et des grands laboratoires pharmaceutiques (cf. le scandale du traitement de l'hépatite C) se portent excellemment bien.

L'oppression des normes et des banques, qui tuent le pouvoir d'agir des paysans, et tuent les paysans eux-mêmes par suicide, n'empêchent en rien les scandales alimentaires (voir la dernière affaire des laits Lactalis). Par contre les actionnaires des industries pétrochimiques (engrais), d'ingénierie génétiques (OGM),

agro-alimentaires (au sens le plus large), ou du Crédit Agricole se portent très bien.

Enfin, toute cette « efficacité 2.0 » n'engendre aucune amélioration des équilibres écologiques (algues vertes dues à la pollution des eaux, gaz à effet de serre et pollution atmosphérique, disparitions massives d'espèces vivantes, dérèglements climatiques, etc.). Ce qui fait dire aux chercheurs que nous sommes entrés dans l'ère géologique du Capitalocène.



« M ♥ G » pour « Macron aime Gattaz » ! C'est à Davos, dans la roche des Alpes grisonnes, que les grands prédateurs de ce Capitalocène viennent graver leurs amours incestueuses !

La casse des libertés publiques démocratiques

Si historiquement, le capitalisme a eu besoin de la démocratie parlementaire représentative pour se développer contre les anciens pouvoirs féodaux, on voit aujourd'hui que les dirigeants des grands ensembles capitalistes (Etats ou structures inter-étatiques) ont pour modèles « démocratiques » la Chine ou la Russie, selon qu'ils privilégient le poids relatif de la structure étatique ou de la structure mafieuse.

Nos gouvernants sont constamment dans le conflit d'intérêts, vis-à-vis des grands groupes de pression dont ils sont issus ou qui les ont fait élire. Tandis que la population, et en particulier celle qui s'indigne, qui

s'insurge ou qui cherche à reprendre possession des moyens de sa vie, subit la restriction policière des libertés publiques individuelles et collectives : état d'urgence permanent, sanction de l'intention indépendamment de tout acte commis, etc.

Et à nouveau, le travail est en pointe de cette régression démocratique majeure, avec la destruction des instances d'analyse et de délibération sur le réel du travail qu'étaient les CHSCT et les Délégués du Personnel (instances de proximité, contrairement aux CE ou aux futur CSE).

Destruction du vivre-ensemble et marchands d'exutoires

Face à cette destruction des valeurs d'empathie et d'entraide, par l'isolement de tous dans la peur, Macron et son monde déroulent le tapis rouge aux marchands d'exutoires qui prolifèrent sur la haine de l'autre. Haine du cheminot par le paysan à qui on fait croire que le statut du premier est la cause de la misère du second. Haine du fonctionnaire par le chômeur à qui on fait croire que le nombre des premiers est la cause du non emploi des seconds. Haine du chômeur par le commerçant à qui on fait croire que les allocations du premier sont la cause des impôts du second. Haine des étrangers par tous à qui on fait croire que la présence des premiers est la cause du chômage, des déficits publics et de l'insécurité.

Le tout sous les 1,5 millions de caméras de vidéosurveillance, qui coûtent cher à la collectivité sans résultat probant. Pour la ville de Nice : 1 caméra pour 600 habitants, 10 millions de budget annuel, et un taux d'élucidation des atteintes aux personnes de 1,2% (lire l'ouvrage de Laurent Mucchielli, *Vous êtes filmés ! Enquête sur le bluff de la vidéosurveillance*, Armand Colin, 2018).

On comprend également pourquoi notre télévangéliste hexagonal appelle l'Eglise catholique à la rescousse de l'Etat et du Capital : il faut ré-inculquer aux populations le sens du sacrifice durant toute la vie, et l'incertitude du purgatoire, pour peut-être une récompense dans l'au-delà. Car ici et maintenant, ce sera la souffrance et la mort, tout particulièrement *via* le travail, que ce soit pour ceux qui ont un emploi ou ceux qui n'en ont pas.

La « dette » apparaît bien, d'abord et avant tout, un argument moral général pour asseoir la domination (lire le livre de David Graeber, *La dette : 5000 d'histoire*, Ed. Les liens qui libèrent, 2013).



« Mort aux vaches » et suicides de cagnes

Quant à ceux qui croient dans ces discours de la « modernité efficace », et acceptent la charge d'en imposer la soumission par la force – les policiers et gendarmes au premier chef -, il est significatif qu'ils sont une profession où l'on se suicide beaucoup (juste derrière les agriculteurs) : entre 70 et 90 suicides par an pour les policiers et gendarmes réunis. Eh oui, la souffrance éthique tue aussi !

Personne n'a donc intérêt à suivre nos gouvernants dans leurs délires destructeurs, et le mouvement social qui s'amorce doit dépasser la question de cette énième réforme ferroviaire. C'est le vivre-ensemble, l'intelligence collective, l'empathie et l'entraide qui sont l'enjeu. Les services publics en sont une expression sociale possible, d'où les attaques. Mais le monde du travail dépasse les services publics, et le vivre-ensemble dépasse le travail.

N'acceptons plus d'être les soldats actifs ou passifs de leur logique suicidaire : « Crosse en l'air et rompons les rangs ! », et réapproprions-nous, tous ensemble, le travail, la justice et la démocratie.

Vous souhaitez vous organiser pour défendre vos droits et en acquérir de nouveaux ? Participer au développement du syndicalisme dans le Secteur ferroviaire en vous syndiquant à SUD-Rail ? Ou simplement retrouver les informations sur les services et les thèmes évoqués ?

un seul site : sudrailcentraux.com !

Retrouvez sur le site de Sud Rail Centraux les numéros de *L'IMPERTINENT* déjà parus.